

Divorce, surendettement, emploi... Les points d'accès au droit accessibles gratuitement aux Parisiens

Droit des étrangers, droit du travail, droit au logement, droit de la famille... Pour aider les habitants de la capitale sur tous ces sujets, cinq points d'accès au droit de la ville délivrent une aide juridique gratuite et anonyme.



Le point d'accès au droit du 53, rue Compans (XIXe) reçoit 18 000 personnes par an. LP/Philippe Baverel

Par [Philippe Baverel](#)

Le 20 janvier 2023 à 11h56

Arrivée par bateau de Côte d'Ivoire le 5 décembre 2017, Ami, 35 ans, travaille comme [femme de ménage](#) dans des bureaux « le matin de 7h30 à 13 heures et en nocturne deux fois par semaine de 18 à 20 heures ». Habitante du XIIe arrondissement de Paris, cette mère d'un garçon de 4 ans a donné naissance il y a deux mois à une petite fille. Sans bénéficier d'un congé maternité. « Mon employeur ne m'a pas signé de contrat de travail », explique-t-elle en montrant ses fiches de paye.

Face à elle, Amélie Repetto, coordinatrice des points d'accès au droit des XIXe et XVe arrondissements, l'oriente dans ses démarches pour tenter de rétablir sa situation professionnelle. « Pour que le contrat de travail, matérialisé par les feuilles de salaire, soit établi et requalifié en contrat à durée indéterminée par le tribunal des prud'hommes, nous allons faire une demande d'aide juridictionnelle qui représentera Ami et fera valoir ses droits », explique-t-elle.

À lire aussi [Au tribunal de Paris, une aide aux victimes «comme à New York»](#)

Ouvert du lundi au vendredi, le point d'accès au droit du 53, rue Compans (XIXe), créé en 2004, reçoit sur rendez-vous 18 000 personnes par an. Au total, [les cinq points d'accès au droit installés dans les XIIIe, XVe, XVIIIe, XIXe et XXe donnent](#) — gratuitement et anonymement — des conseils juridiques à 190 000 Parisiens chaque année.

3 millions d'euros par an

Tous les Parisiens sont assurés de trouver ici l'écoute et les conseils, selon les besoins, d'un avocat envoyé par le barreau de Paris, d'un juriste dépêché par une association, d'un délégué de la [défenseure des droits](#), d'un représentant du médiateur de la ville de Paris ou encore d'un écrivain public. Cette aide est intégralement financée par la ville de Paris à hauteur de 3 millions d'euros par an.

« Ces structures d'accès au droit sont le réceptacle des problématiques de la société. Les gens viennent consulter sur les difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie », observe Antoine Guillou (PS), adjoint chargé des ressources humaines, du dialogue social et de la qualité du service public. Au palmarès des demandes, « le droit des étrangers arrive en tête, suivi par le droit du quotidien — logement, travail, famille. Sachant qu'un divorce a forcément des conséquences sur le logement », souligne Romain Leday, responsable juridique des points d'accès au droit des XIXe et XVe.

Un public « défavorisé ou issu de la classe moyenne »

Parmi les demandeurs, « les 41-65 ans sont les plus nombreux à nous solliciter », indique Romain Leday. Socialement, « nous recevons davantage de personnes qui

n'ont pas eu accès à l'éducation au droit et qui se retrouvent perdues à la première difficulté, qu'il s'agisse d'un public défavorisé ou issu de la classe moyenne », souligne Aurélie El Hassak-Marzorati, directrice générale du Centre d'action sociale protestante (CASP), qui coordonne les points d'accès au droit des XIXe et XXe.

À lire aussi [Des entreprises offrent une aide juridique gratuite à leurs salariés](#)

Après un aléa de la vie, le point d'accès au droit peut parfois aider à s'extirper d'une mauvaise passe. « Surendettement, divorce... Nous rentrons dans l'intimité des personnes, souvent au carrefour de plusieurs problématiques, observe Amélie Repetto. Il faut aussi un peu de tact pour comprendre ce qui se cache derrière la question d'une femme qui vous demande comment faire pour quitter son domicile. S'il n'y a pas de problème avec le bailleur, c'est généralement qu'elle subit des violences conjugales. »

Pour prendre rendez-vous au point d'accès au droit du 53, rue Compans : 01.53.38.62.30 ou par mail à pad19@arapej.casp.asso.fr. L'ensemble des points d'accès au droit est à retrouver sur le site de la ville, www.paris.fr, rubrique « [Les aides juridiques gratuites près de chez vous](#) ».

Dans la rubrique Paris

[Paris : ils revendaient des téléphones volés... Deux « commerçants ripoux » du XXe placés en garde à vue](#)

[Valérie Pécresse clashe le producteur de Beyoncé](#)

Abonnés [« Du jamais-vu ! » : à Paris, un nombre record d'enfants à la rue recensés lors de la Nuit de la solidarité](#)

Paris 19eme arrondissement
